L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DES ANNONCES JUDICIAIRES:—NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 16 OCTOBRE 1846.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR
MAGNE & WEISSE,
No. 81, rue de Chartres.

CONDITIONS DE L'ABEILLE.
Journal quotidien, une année d'avance..... $12
Journal de la Campagne, deux fois par semaine, une année d'avance..... $ 5
L'abonné ne pourra cesser sa souscription, sans donner avis par écrit, une semaine avant l'expiration.
ANNONCES.—Une piastre par chaque dix lignes, pour chaque langue, pour la première insertion, et cinquante cents pour chaque insertion subséquente. Aucun avis ne pourra être inséré pour moins d'une piastre, pour chaque langue.
LES ANNONCES qui ne doivent paraître que par intervalles jauront une piastre par dix lignes, pour chaque insertion.
LES ANNONCES qui ne portaient pas la durée de l'insertion seront publiées pendant un mois, et devront être payées en conséquence de cette disposition.
Le privilége des souscripteurs aux avis est limité aux annonces qui ne seront pas de la ligne de leurs affaires commerciales.

OFFICIEL.

☞ AVIS est par le présent donné qu'un contrat a été passé entre les soussignés et MM. Magne & Weisse, propriétaires de la gazette l'Abeille, pour la publication pendant l'année prochaine (1846) de tous les avis exigés dans l'acte du 16 mars 1843, au prix de UNE PIASTRE pour chaque cent mot, par chaque publication et dans chaque langue.
Nlle Orleans, 27 décembre 1845.
WM. DE BUYS, Trésorier de l'Etat
ROBT. C. NICHOLAS, Sec. d'Etat

POUR LA BALIZE. Et toutes les habitations intermédiaires. Le steamboat MUSIC, capt. T. Martin, reprendra ses voyages réguliers, partant de la Nouvelle Orléans tous les dimanches à 8 heures précises du matin, et sera de retour les mêmes jour et heure pour offrir au public beaucoup de confort et de célérité. Durant l'été il est à la station des repas. Les passagers sont priés d'être ponctuels à l'heure du départ. Pour fret ou passage, s'adresser à
A. LAROSE & Co.
2 oct

PAQUEBOT REGULIER
pour la Balize.
Le dimanche matin pour VICKSBURG ET NATCHEZ. Le vapeur MAGNOLIA, capitaine R. C. Barthomeuf, partira pour les ports ci-dessus TOUS LES DIMANCHES à 10 heures précises et débarquera les passagers sur tous les points de la côte.
Les familles qui désirent se faire débarquer sur la côte Manchac, peuvent compter sur toute l'attention du capitaine.
21 sept. THEOD. SHUTE, agent
41, Canal

Paquebot du Bayou Sara. La BELLE CREOLE, capitaine J. M. Scott, ayant été entièrement réparée et arrangée dans un genre splendide, continuera ses voyages réguliers chaque dimanche et jeudis jusqu'à nouvel avis. Elle partira comme de coutume de Bayou Sarah tous les mardis et vendredis.
Pour fret ou affreter, s'adresser à bord ou à
J. F. A. CHAMPOMIER, Agent,
16 sept. 46 1/2, Vieille Levée, entre Conti
Vapeur ST. LANDRY, capitaine B. Gassaway, en place de la BELLE CREOLE.
POUR LA FOURCHE. Plaquemines, Baton Rouge, Bayou Sara et tous les ports intermédiaires. Le vapeur ST. LANDRY de la Nouvelle Orléans tous les mercredis, partant de bonne heure. Il est spécialement destiné à faire les voyages ci-dessus, et partira régulièrement à jour fixe. Pour fret ou passage, s'adresser à bord ou à
J. F. LANDRY, capitaine B. GASSAWAY, en place de la BELLE CREOLE.
POUR LAFOURCHE. Plaquemines, Baton Rouge, Bayou Sara et tous les ports intermédiaires. Le vapeur ST. LANDRY de la Nouvelle Orléans tous les mercredis, partant de bonne heure. Il est spécialement destiné à faire les voyages ci-dessus, et partira régulièrement à jour fixe. Pour fret ou passage, s'adresser à bord ou à
A. M. de JANDRY.
Le vapeur J. M. SCOTT, prie ses amis et le public en général de prendre leur passage sur ce bateau qui est reconnu pour un des plus confortables et des plus rapides qui fassent le service de la rivière.
P. S. Le ST. LANDRY a fait d'excellents arrangements pour le transport des passagers et du fret dans le Lafourche. Pour tout ce passage, s'adresser au capitaine à bord, ou à
A. M. de JANDRY.
Pour fret ou passage, s'adresser au capitaine à bord, rue Nouvelle Basse, ou à
B. LEONARD, No. 11, rue de Chartres.
ON désire trouver à louer, une grande maison meublée, dans la première Municipalité. S'adresser à
C. H. CAMMACK.
19 oct 79 St. Louis
A LOUER.—A partir du 1er novembre prochain, la maison No 35 rue Bienville, entre Chartres et Royale, actuellement occupée par Mme Vve C. B. Coffin, ayant deux salles à manger, trois grandes chambres à coucher, cuisine, etc., etc., avec appartements pour domestiques, une grande cour, écurie, etc.
Aussi—une maison en briques avec deux étages, située rue Jackson, entre les rues Baronne et Philippa.
Aussi—Le rez de chaussée de la maison No. 150, rue Royale, entre les rues St. Louis et Toulouse. S'adresser à
1 oct EDW. SHIPP,
78, Canal.
ON désire louer un premier ou bon deuxième, pour une bonne maison pour une famille peu nombreuse, le quatre de la ville seront préférés. S'adresser à
B. VALLS, rue de la Commune No. 26.
DEMANDE DE MAISON pour le 1er Novembre prochain. Une Maison située dans le quartier de la ville ou au faubourg Trémé, et dont le loyer serait de $30 à $45, trouvera un locataire et s'adressant au bureau de la Poste, lettre V, No. 3.
30 oct

HOTEL ST. LOUIS.
Les soussignés informent respectueusement leurs amis et le public qu'ils viennent d'en établissement pour la réception des personnages, le 15 d'octobre. Ils donnent l'assurance qu'ils feront tous leurs efforts, au moyen d'une propre attention personnelle, pour offrir au public beaucoup de confort dans cet établissement, et ils espèrent, par une attention constante à toutes les parties de leur établissement, que les chambres sont très agréables et telles qu'on en rencontre rarement dans les hôtels.
Ils prendra des arrangements libéraux à l'année avec les familles ou les personnes qui le désirent.
C. HAWLEY & Co.
10 sept 60 propriétaires

A VENDRE OU A LOUER.
Pour plusieurs années l'ENCLOS BIEN DE CAMPAGNE situé sur le Bayou St. Jean, d'une contenance de trente deux arpens de superficie. La totalité est fermée, bien égouttée presque entièrement en culture. Les établissements consistent en une maison de maître, deux maisons à nègres, écuries, remises &c. sont en parfait état.
Pour plus amples additions, s'adresser sur les lieux ou au bureau de Jas. Mowry, 42, rue Royale, à Albin Michel.
17 oct

TOILE A DRAPS, ECRUE—100 balles toile à draps écrue, de différentes assortions venant d'être reçues et à vendre à bas prix par
NORTH & BROTHERS.
Rue Magazine et Commune

CHANGEMENT DE DOMICILE.
LAPEYRE, HARIPPE & Cie ont transporté leur comptoir de Chartres No. 20, rue St. Louis à la rue St. Charles à côté de Pontchartrain.
3 oct

Bureau des Naissances et Decès,
PASSAGE DE LA BOURSE, PRÈS LA RUE BIENVILLE.
AVIS AU PUBLIC.
AVANT-HIER bonne Administrateur du Bureau des Naissances et Décès pour la municipalité ville d'Orléans pour bien se conformer aux dispositions de la loi créant cette

ACTE APPROUVÉ LE 6mars 1839.
ART. 1er. A partir de l'adoption du présent acte, la naissance de tout enfant libre, ne dans la paroisse d'Orléans, devra être déclarée au dit Bureau dans le laps de trente jours; cette déclaration devra être faite conformément à la troisième section de l'acte dont cela est formé partie supplémentaire et toute personne contrevenant aux clauses stipulées dans la dite section, sera passible d'une amende qui n'excédera pas dix piastres, et ne sera pas au dessous de cinq piastres, et le sera au profit de l'Etat, et l'autre moitié à celui du dénonciateur.
ART. 2nd. Le décès de toute personne libre, résidant dans la paroisse d'Orléans, devra être déclaré dans le laps de trente jours. Cette déclaration devra être faite par les plus proches parents de la personne décédée, s'il en existe dans la ville, et en cas d'absence de ceux-là, par l'exécuteur testamentaire, s'il en existe un; s'il n'en existe pas, par le propriétaire ou locataire de la maison dans laquelle la mort aura eu lieu, lorsque ce sera le cas, et toute personne contrevenant aux clauses stipulées dans la présente section, sera passible d'une amende qui n'excédera pas dix piastres, et ne sera pas au dessous de cinq.
Le soussigné se voera contraint à sévir contre toutes personnes qui négligeront ou refuseront de se conformer aux clauses de l'acte précité.
10 avril F. M. CROZAT.

CHARBON.
LES personnes qui désirent acheter leur approvisionnement d'hiver, en Charbon anglais et de Pittsburg, peuvent le faire maintenant à bon marché.
ROBERT MURPHY,
15 sept. No. 98, Vieux Bassin, et 92, Vieille Levée

CHARBON.—En déchargement vis à vis le chemin de fer Pontchartrain, du charbon de Pittsburg, de première qualité, à vendre en lots convenables aux acheteurs; s'adresser à
B. & A. BOULIE.
31 juil—30 66 rue Conti

CHANGEMENT DE DOMICILE.
LAPEYRE, HARIPPE & Cie ont transporté leur comptoir de Chartres No. 20, rue St. Louis à la rue St. Charles à côté de Pontchartrain.
3 oct

Bureau des Naissances et Decès,
PASSAGE DE LA BOURSE, PRÈS LA RUE BIENVILLE.
AVIS AU PUBLIC.
AVANT-HIER bonne Administrateur du Bureau des Naissances et Décès pour la municipalité ville d'Orléans pour bien se conformer aux dispositions de la loi créant cette

ACTE APPROUVÉ LE 6mars 1839.
ART. 1er. A partir de l'adoption du présent acte, la naissance de tout enfant libre, ne dans la paroisse d'Orléans, devra être déclarée au dit Bureau dans le laps de trente jours, cette déclaration devra être faite conformément à la troisième section de l'acte dont cela est formé partie supplémentaire et toute personne contrevenant aux clauses stipulées dans la dite section, sera passible d'une amende qui n'excédera pas dix piastres, et ne sera pas au dessous de cinq piastres, et le sera au profit de l'Etat, et l'autre moitié à celui du dénonciateur.
ART. 2nd. Le décès de toute personne libre, résidant dans la paroisse d'Orléans, devra être déclaré dans le laps de trente jours. Cette déclaration devra être faite par les plus proches parents de la personne décédée, s'il en existe dans la ville, et en cas d'absence de ceux-là, par l'exécuteur testamentaire, s'il en existe un; s'il n'en existe pas, par le propriétaire ou locataire de la maison dans laquelle la mort aura eu lieu, lorsque ce sera le cas, et toute personne contrevenant aux clauses stipulées dans la présente section, sera passible d'une amende qui n'excédera pas dix piastres, et ne sera pas au dessous de cinq.
Le soussigné se voera contraint à sévir contre toutes personnes qui négligeront ou refuseront de se conformer aux clauses de l'acte précité.
10 avril F. M. CROZAT.

CHARBON.
LES personnes qui désirent acheter leur approvisionnement d'hiver, en Charbon anglais et de Pittsburg, peuvent le faire maintenant à bon marché.
ROBERT MURPHY,
15 sept. No. 98, Vieux Bassin, et 92, Vieille Levée

CHARBON.—En déchargement vis à vis le chemin de fer Pontchartrain, du charbon de Pittsburg, de première qualité, à vendre en lots convenables aux acheteurs; s'adresser à
B. & A. BOULIE.
31 juil—30 66 rue Conti

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 16 OCTOBRE 1846.

AUX ABONNES DE L'ABEILLE.

Pour la commodité de ceux de nos abonnés qui habitent la seconde municipalité, nous venons d'ouvrir un second bureau, No. 13, rue du Camp, auprès de la Banque de Cité. On y recevra, jusqu'à huit heures du soir, tous les avis qui devront être insérés dans le journal.

Notre imprimerie et notre bureau principal n'en restent pas moins No. 81, rue de Chartres. Tout en cherchant à être agréables à nos amis d'outre-Canal, nous n'en restons pas moins fidèles à la première municipalité.

INDIENS WINNEBAGOS.—Ces Indiens habitent en ce moment la rive occidentale du Mississipi, sur une etendue de quarante milles le long du fleuve et d'environ cent milles dans l'intérieur; tout leur territoire se trouve dans les limites du nouvel Etat d'Iowa. Le peuple de l'Iowa a demandé l'éloignement de ces sauvages; et le gouvernement en conséquence est entré en pourparlers avec eux. Une députation de Winnebagos s'est rendue à Washington pour conférer avec les commissaires des Etats-Unis.

Les Winnebagos sont venus s'établir dans leur résidence actuelle de 1840; ils habitaient auparavant sur la rive orientale du Mississipi, au Sud du Wisconsin. Lorsqu'ils se transportèrent par-delà le Mississipi, il fut stipulé dans le traité conclu à cet effet, qu'ils resteraient dans cette nouvelle demeure jusqu'au moment où ils auraient pu s'assurer un établissement permanent. Mais les envahissements de la race blanche vont les forcer encore à se déplacer; et ce ne sera certes pas la dernière fois. Les Sauvages seront condamnés à reculer devant la civilisation, tant qu'on n'aura pas essayé sérieusement de les y convertir, au lieu de les laisser se livrer à l'existence précaire du chasseur. C'est le parti que les Etats-Unis auraient dû prendre depuis longtemps dans leur propre intérêt, ainsi que dans l'intérêt de l'humanité: on gagnerait beaucoup plus à s'assimiler les Indiens qu'à les pourchasser et à les détruire, comme on le fait depuis l'origine de la colonisation. Mais revenons aux conférences qui se sont engagées entre la députation winnebago et les commissaires des Etats-Unis.

Le chef des commissaires est le juge PARRIS, et l'orateur des Winnebagos est un sauvage qui paraît plein de sens et d'adresse, d'intelligence et de ruse. Il porte le mom assez modeste de "Shaw-go-nick" ou *Petite-colline*. Dans la discussion il ne laisse prendre à son interlocuteur aucun avantage; et ses réponses sont toujours empreintes d'une remarquable netteté sous la forme poétique dont elles sont enveloppées.

La première conférence a eu lieu le ler de ce mois; et le juge Parris, après avoir fait remarquer aux indiens la situation critique dans laquelle ils se trouvent maintenant placés, leur a offert une certaine etendue de territoire au Sud de Missouri, territoire dont il a fort vanté la fertilité, les belles forêts, les eaux limpides et le gibier.—"Mes frères se trompent, a répondu *Petite Colline* aux commissaires. Le pays qu'ils nous offrent n'abonde ni en bois ni en cours d'eau; il ne peut nourrir les Winnebagos. Leur grand père (le Président) leur a déjà fait offrir plusieurs fois ce même pays; et nos chefs et nos guerriers, réunis en conseil, ont refusé formellement de l'accepter. Il est etrange qu'on nous fasse venir de si loin pour nous rejeter une proposition déjà repoussée; c'est du tems perdu que d'en parler encore."—Le juge Parris a fait observer alors que *Petite Colline* se méprenait sur l'offre actuelle; qu'elle portait sur d'autres terres que celles qui avaient été déjà refusées. Ces dernières terres ont été achetées aux Kansas et sont véritablement excellentes. Les Indiens d'ailleurs ne peuvent plus longtems rester dans les limites de l'Iowa, où leur residence ne devait être que temporaire.

Petite Colline se consulta alors tout bas avec ses compagnons et reprit la parole, avec plus de vivacité que la première fois: "Les Winnebagos connaissent fort bien la contrée dont on leur parle; les Indiens indigènes qui s'y trouvent maintenant, y meurent de faim. Comment les Winnebagos consentiraient-ils, pour aller s'y établir, à abandonner un pays fertile et un climat sain? Ils ont successivement abandonné aux Etats-Unis des terres immenses, propres à la culture et riches en mines; on ne leur a donné en échange qu'un district peu étendu à l'Ouest du Mississipi, le cependant ils s'en sont contentés; ils sont disposés à s'en contenter encore si le Grand Père n'a rien de mieux à leur proposer que ce qui leur a déjà été si souvent offert. Nos frères voudront donc bien lui communiquer notre réponse; et nous espérons qu'on ne nous proposera plus de changer notre demeure actuelle pour des terres situées sur le Missouri. Le traité de 1837 ne nous a garanti qu'une demeure temporaire, nous dit-on maintenant; jamais il n'a été question d'une pareille réserve, et quand les Etats-Unis ont eu besoin du territoire neutre sur lequel nous sommes préalablement établis, on nous a dit que nous aliions obtenir une demeure permanente et définitive." Après quelques autres explications, les commissaires dirent aux indiens qu'une autre conférence aurait lieu deux jours plus tard et qu'ils pourraient alors indiquer sur quel point du territoire ils consentiraient a emigrer.

Deux autres conférences se tinrent, mais sans résultat, le 3 et le 5 courant; enfin une quatrième a eu lieu à salle d'Apollon. La curiosité publique avait été vivement excitée par les précédentes; et à celle-ci vint assister une foule des plus élegantes. Elle a eu d'ailleurs un vif intérêt, grâce à *Petite Colline* qui a fait preuve encore une fois d'un tact, d'une énergie et d'une finesse des plus rares. Son élocution et ses gestes pleins de grâce ont eu un grand succès auprès de l'assistance.

Dans cette conférence qui a encore laissé les choses en suspens, les commissaires des Etats-Unis ont fait une nouvelle offre à la députation de Winnebago. Ils leur ont proposé 800,000 acres de terres au Nord de la rivière St. Pierre et à l'Ouest du Mississipi; de plus, une somme de $150,000 au comptant ou en annuités. De cette façon chaque famille se trouverait avoir environ 400 acres de terres, bonnes pour la culture ou pour la chasse. Le juge Parris, à ce propos, a fait remarquer qu'il y a cinq ans les Winnebagos comptaient environ cinq mille individus et qu'ils sont réduits maintenant à deux mille quatre cents. Cette décroissance tient surtout à l'abus des liqueurs fortes.

Petite Colline a répondu à cette offre qu'il y a quelques années le Grand Père avait offert une indemnité de $500,000; et qu'il y a peu de générosité à leur offrir moins, maintenant que leur nombre a diminué. Il a déclaré, d'ailleurs, que les députés avaient fait connaître par écrit leur résolution d'accepter $300,000 en espèces et une valeur de $100,000 en terres au choix du gouvernement, et qu'ils s'en tenaient à cette demande. Le juge Parris a répondu que leur demande serait communiquée au Président, mais il a ajouté qu'il craignait ne pouvoir obtenir de lui rien de plus que ce qu'il leur avait chargés d'offrir aux Winnebagos.

Là dessus, après l'échange ordinaire de saluts et de poignées de mains, les délégues Indiens et les commissaires du gouvernement se sont séparés, après deux heures de séance.

ELECTIONS.

De bonnes nouvelles nous arrivent de divers points a la fois. Le Maine est presque rénégré; le Connecticut travaille à faire oublier l'inertie et l'indifférence qu'il a montré le printemps dernier; la Géorgie s'est admirablement conduite, et, pour couronner le tout, les premiers retours du Maryland sont les présages d'un beau succès pour les Whigs. Tandis que le Locofocoisme semble faiblir presque partout, notre parti au contraire reprend chaque jour une nouvelle vigueur et une plus grande énergie. Voici les retours qui nous sont parvenus par la malle d'hier:

MARYLAND.—Cet Etat, on le sait, a voté le 7 courant pour les membres de sa Législature; et il ne nous envoit aujourd'hui que les résultats obtenus dans Baltimore. Cette ville, on ne l'a pas oublié, est une des forteresses du Locofocoisme; en 1844, à l'élection du gouverneur, elle donnait à nos adversaires une majorité de onze cents voix; on n'en attendait donc rien; aussi est-ce avec une surprise mêlée de joie que l'on a appris que les whigs y avaient balancé la victoire. Ils ont été leur sénateur par une majorité de 5 voix; leur candidat Keyser ayant obtenu 7436 voix et son concurrent Vansant 7431. Pour la Chambre des Représentans, sur cinq membres, ils en ont élu deux. C'est là un véritable succès quand on songe à ce qu'était Baltimore dans ces dernières temps. "Ce résultat, dit le *Clipper*, a étonné les deux partis. Les démocrates pendant la journée se regardaient comme amorés d'une majorité délitère, et de leur côté les whigs ne croyaient pouvoir la surdépasser." Après un pareil commencement, nous devons espérer que le reste de l'Etat aura fait son devoir et que la législature sera pleinement whig.

MAINE.—Les diverses villes où l'on n'avait pu réussir à nommer des représentans ni à la première, ni à la seconde épreuve, ont voté une troisième fois le 5 courant, et le seul retour que nous recevions est celui de Kennebunk où un whig a été élu par 20 voix de majorité. La chambre se compose maintenant de 40 whigs et de 45 locofocos; au sénat ces derniers n'ont qu'une majorité, encore fort douteuse, d'une seule voix. Si les choses se maintenaient de la sorte, le Maine pourrait bien rentrer sous la bannière whig.

CONNECTICUT.—Le 5 courant, les élections étaient passées de cet Etat ont eu lieu, et jusqu'à présent elles sont extrêmement favorables à la cause whig. Dix-huit villes ont élu le ticket whig tout entier, et sur ces dix-huit villes, quatre, à la précédente élection, avaient laissé triompher les locofocos. Trois villes ont élu le ticket de nos adversaires; et trois autres ont élu un ticket mêlé.

GEORGIE.—L'élection n'est pas encore entièrement décidée: les whigs ont bien réellement élu les représentans au Congrès du premier, du troisième, du septième et du huitième district; ce qui les constitue en bénéfice d'un membre. Dans le deuxième, le cinquième et le sixième les locofocos ont triomphé. Le quatrième est encore douteux. La délégation congressionnelle, suivant ce que fera ce dernier, sera de cinq whigs et trois locofocos, ou bien elle se partagera également. Même dans ce cas, il y aurait pour les whigs un avantage, puisque l'an dernier ils ne comptaient que trois membres du Congrès, tandis que leurs adversaires en avaient cinq.

☞ Jean René a été appréhendé hier sous l'inculpation d'avoir donné asyle à une esclave marronne, nommée Henriette, appartenant à Mlle Celeste Lafitte. Le prévenu a dû fournir caution pour répondre de sa comparution pardevant le recorder Génois.

☞ Ramon Planas, prévenu de diffamation, a été conduit hier en presence du recorder Génois et a dû fournir un cautionnement de $1000 pour répondre de sa prochaine comparution devant ce magistrat.

Un warrant inutile.—Le 29 du mois dernier, le recorder Baldwin decrèta un writ d'arrestation contre un nommé Wm Charles Congdor, prévenu d'avoir assailli M. W. King. La police fit tous ses efforts pour découvrir l'accusé, mais celui-ci avait été admis à l'hopital de Charité, et l'on apprit hier qu'il était mort et enterré. La police a renginé le warrant.

☞ James Martin, arrêté pour avoir commis un vol à bord du steamer Belle of Arkansas, a été condamné hier par le recorder Baldwin à un emprisonnement prévenu de trente jours.

—Le nommé Michael Dermot, prévenu d'un délit semblable a été arrêté et comparaitra ce matin devant le recorder Génois.

Le *Massachusetts* et la barque *Edith*, de Boston, deux excellens navires mis par le système Ericson, ont été achetés par le gouvernement. C'est, dit-on, le peuple de Boston, un excellent marché. Le premier a été payé $10,000, le second $17,000, c'est à dire beaucoup moins que leur prix de revient.

La CONVENTION constituante de New-York a ordonné que l'on soumettrait au peuple la question de savoir si le droit de suffrage doit être accordé aux gens de couleur.

CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ No. UN.

Séance de Lundi, 12 octobre 1846.

Le Conseil s'est réuni ce jour, conformément à l'ajournement.

Les membres présens furent:

L'honorable Jh. Genois, recorder, MM. les aldermen A. Derbès, J. L. Fabre, J. F. Fauriés, E. Giquel, Z. Latour, James B. Marks—6.

Sur motion de M. Derbès, le Conseil prend un recès de cinq minutes.

Le Conseil s'étant réuni de nouveau, les membres présens furent:

MM. J. Duplessis, C. Dufour, A. Derbès, J. L. Fabre, J. F. Fauriés, E. Giquel, R. Hagan, Z. Latour, James B. Marks, J. F. Slingerland et P. Shields—11.

M. E. Wiltz est absent par congé—1.

Le procès verbal de la dernière séance a été lu et approuvé.

Le message suivant, transmis par le maire, a été lu:

MAIRIE DE LA NOUVELLE-ORLEANS,
Le 12 octobre 1846.

Messieurs les président et membres du Conseil de la Municipalité No. Un.

Messieurs,

J'ai examiné avec beaucoup d'attention la résolution que vous avez adoptée dans votre dernière séance amendant l'ordonnance du 3 août 1846, de manière à permettre les bals publics dans le local situé en face du Canal Carondelet, dans les limites du cinquième district de cette Municipalité. Je n'ignore pas que le Conseil en accordant cette permission n'a fait que se conformer à la demande d'une grande partie des habitans du cinquième district qui résident dans le voisinage immédiat de cet établissement et qui ont adressé au Conseil une pétition à cet effet; mais je crois de mon devoir de refuser cette résolution à votre considération ultérieure, malgré le regret que j'éprouve de me trouver encore en désaccord avec le Conseil et de ne pouvoir obtempérer à la prière des pétitionnaires.

L'ordonnance du 3 août 1846, que le Conseil a cru devoir passer pour le maintien de la décence publique, a reçu l'approbation unanime des habitants de cette Municipalité. En l'adoptant le Conseil a fait droit aux plaintes réitérées de tous ceux qui considèrent de semblables bals comme des véritables fléaux pour la morale publique, reste déposée sur le bureau pour être soumise à l'appel du Conseil.

Le second paragraphe relatif aux navires à vapeur venant de la mer, est référé au comité judiciaire.

M. Hagan demande que la pétition et le compte de M. F. Weltmann, soient référés au comité des réclamations. Cette demande est rejetée. M. Latour demande que ces documents soient référés au comité des améliorations. Cette demande est rejetée. Sur motion de M. Duplessis, la lettre et le compte de M. P. Wellmann, sont déposés indéfiniment sur la table.

M. Marks demande que le vote soit reconsidéré. Cette demande est refusée. Il est permis à M. G. Cave de rosirer sa soumission pour construire les machines à desnécher.

Appel des comités.

M. Hagan, président du comité des améliorations, présente un rapport accompagné de résolutions, pour annuler les contrats passés avec M. Denis Cronan, pour le pavage des rues de la Municipalité et pour recevoir des propositions cachetées à cet effet.—Le rapport et les résolutions sont mis à l'ordre du jour pour la séance prochaine.

M. Hagan, président du comité des améliorations, présente le rapport et les résolutions qui suivent, lesquels, sur motion et après dispense des règles, ont été adoptés:

Le comité des améliorations auquel avait été référée la pétition de MM. Peebles et Kirk, demandant la permission d'établir sur la levée du canal Carondelet un cabestan pour retirer de grosses pièces de bois du dit canal, a l'honneur de vous engager à refuser la demande des pétitionnaires, attendu que depuis longtemps la Municipalité reçoit par le fleuve toute la bois sion, non-seulement la levée du canal Carondelet est endommagée, mais encore les rues et les banquettes de cette Municipalité, sans qu'elle en retire aucun avantage. En conséquence, il a paru que M. Marks avait voté dans la négative et que MM. Duplessis, Dufour, Hagan, Slingerland et Shields avaient voté dans l'affirmative—5; et que MM. Derbès, Fabre, Fauriés, Giquel, Latour et Marks, avaient voté dans l'affirmative—6. En conséquence, cette partie du message est rejetée à l'appel du Conseil.

Le second paragraphe relatif aux navires à vapeur venant de la mer, est référé au comité judiciaire.

M. Hagan demande que la pétition et le compte de M. F. Weltmann, soient référés au comité des réclamations. Cette demande est rejetée. M. Latour demande que ces documents soient référés au comité des améliorations. Cette demande est rejetée. Sur motion de M. Duplessis, la lettre et le compte de M. P. Wellmann, sont déposés indéfiniment sur la table.

M. Marks demande que le vote soit reconsidéré. Cette demande est refusée. Il est permis à M. G. Cave de rosirer sa soumission pour construire les machines à desnécher.

Appel des comités.

M. Hagan, président du comité des améliorations, présente un rapport accompagné de résolutions, pour annuler les contrats passés avec M. Denis Cronan, pour le pavage des rues de la Municipalité et pour recevoir des propositions cachetées à cet effet.—Le rapport et les résolutions sont mis à l'ordre du jour pour la séance prochaine.

M. Hagan, président du comité des améliorations, présente le rapport et les résolutions qui suivent, lesquels, sur motion et après dispense des règles, ont été adoptés:

Le comité des améliorations auquel avait été référée la pétition de M. Peebles et Kirk, demandant la permission d'établir sur la levée du canal Carondelet un cabestan pour retirer de grosses pièces de bois du dit canal, a l'honneur de vous engager à refuser la demande des pétitionnaires, attendu que depuis longtemps la Municipalité reçoit par le fleuve toute la bois sion, non-seulement la levée du canal Carondelet est endommagée, mais encore les rues et les banquettes de cette Municipalité, sans qu'elle en retire aucun avantage. En conséquence, il a paru que M. Marks avait voté dans la négative et que MM. Duplessis, Dufour, Hagan, Slingerland et Shields avaient voté dans l'affirmative—5; et que MM. Derbès, Fabre, Fauriés, Giquel, Latour et Marks, avaient voté dans l'affirmative—6. En conséquence, cette partie du message est rejetée à l'appel du Conseil.

Le quatrième est encore douteux. La délégation congressionnelle, suivant ce que fera ce district, sera de cinq whigs et trois locofocos, ou bien elle se partagera également. Même dans ce cas, il y aurait pour les whigs un avantage, puisque l'an dernier ils ne comptaient que trois membres du Congrès, tandis que leurs adversaires en avaient cinq.

☞ Jean René a été appréhendé hier sous l'inculpation d'avoir donné asyle à une esclave marronne, nommée Henriette, appartenant à Mlle Celeste Lafitte. Le prévenu a dû fournir caution pour répondre de sa comparution pardevant le recorder Génois.

☞ Ramon Planas, prévenu de diffamation, a été conduit hier en presence du recorder Génois et a dû fournir un cautionnement de $1000 pour répondre de sa prochaine comparution devant ce magistrat.

Un warrant inutile.—Le 29 du mois dernier, le recorder Baldwin decrèta un writ d'arrestation contre un nommé Wm Charles Congdor, prévenu d'avoir assailli M. W. King. La police fit tous ses efforts pour découvrir l'accusé, mais celui-ci avait été admis à l'hopital de Charité, et l'on apprit hier qu'il était mort et enterré. La police a renginé le warrant.

☞ James Martin, arrêté pour avoir commis un vol à bord du steamer Belle of Arkansas, a été condamné hier par le recorder Baldwin à un emprisonnement prévenu de trente jours.

—Le nommé Michael Dermot, prévenu d'un délit semblable a été arrêté et comparaitra ce matin devant le recorder Génois.

Le *Massachusetts* et la barque *Edith*, de Boston, deux excellens navires mis par le système Ericson, ont été achetés par le gouvernement. C'est, dit-on, le peuple de Boston, un excellent marché. Le premier a été payé $10,000, le second $17,000, c'est à dire beaucoup moins que leur prix de revient.

La CONVENTION constituante de New-York a ordonné que l'on soumettrait au peuple la question de savoir si le droit de suffrage doit être accordé aux gens de couleur.

CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ No. UN.

Séance de Lundi, 12 octobre 1846.

Le Conseil s'est réuni ce jour, conformément à l'ajournement.

Les membres présens furent:

L'honorable Jh. Genois, recorder, MM. les aldermen A. Derbès, J. L. Fabre, J. F. Fauriés, E. Giquel, Z. Latour, James B. Marks—6.

Sur motion de M. Derbès, le Conseil prend un recès de cinq minutes.

Le Conseil s'étant réuni de nouveau, les membres présens furent:

MM. J. Duplessis, C. Dufour, A. Derbès, J. L. Fabre, J. F. Fauriés, E. Giquel, R. Hagan, Z. Latour, James B. Marks, J. F. Slingerland et P. Shields—11.

M. E. Wiltz est absent par congé—1.

Le procès verbal de la dernière séance a été lu et approuvé.

Le message suivant, transmis par le maire, a été lu:

MAIRIE DE LA NOUVELLE-ORLEANS,
Le 12 octobre 1846.

Messieurs les président et membres du Conseil de la Municipalité No. Un.

Messieurs,

J'ai examiné avec beaucoup d'attention la résolution que vous avez adoptée dans votre dernière séance amendant l'ordonnance du 3 août 1846, de manière à permettre les bals publics dans le local situé en face du Canal Carondelet, dans les limites du cinquième district de cette Municipalité. Je n'ignore pas que le Conseil en accordant cette permission n'a fait que se conformer à la demande d'une grande partie des habitants du cinquième district qui résident dans le voisinage immédiat de cet établissement et qui ont adressé au Conseil une pétition à cet effet; mais je crois de mon devoir de refuser cette résolution à votre considération ultérieure, malgré le regret que j'éprouve de me trouver encore en désaccord avec le Conseil et de ne pouvoir obtempérer à la prière des pétitionnaires.

L'ordonnance du 3 août 1846, que le Conseil a cru devoir passer pour le maintien de la décence publique, a reçu l'approbation unanime des habitants de cette Municipalité. En l'adoptant le Conseil a fait droit aux plaintes réitérées de tous ceux qui considèrent de semblables bals comme des véritables fléaux pour la morale publique, reste déposée sur le bureau pour être soumise à l'appel du Conseil.

Le second paragraphe relatif aux navires à vapeur venant de la mer, est référé au comité judiciaire.

M. Hagan demande que la pétition et le compte de M. F. Weltmann, soient référés au comité des réclamations. Cette demande est rejetée. M. Latour demande que ces documents soient référés au comité des améliorations. Cette demande est rejetée. Sur motion de M. Duplessis, la lettre et le compte de M. P. Wellmann, sont déposés indéfiniment sur la table.

M. Marks demande que le vote soit reconsidéré. Cette demande est refusée. Il est permis à M. G. Cave de rosirer sa soumission pour construire les machines à desnécher.

Appel des comités.

M. Hagan, président du comité des améliorations, présente un rapport accompagné de résolutions, pour annuler les contrats passés avec M. Denis Cronan, pour le pavage des rues de la Municipalité et pour recevoir des propositions cachetées à cet effet.—Le rapport et les résolutions sont mis à l'ordre du jour pour la séance prochaine.

M. Hagan, président du comité des améliorations, présente le rapport et les résolutions qui suivent, lesquels, sur motion et après dispense des règles, ont été adoptés:

Le comité des améliorations auquel avait été référée la pétition de M. Peebles et Kirk, demandant la permission d'établir sur la levée du canal Carondelet un cabestan pour retirer de grosses pièces de bois du dit canal, a l'honneur de vous engager à refuser la demande des pétitionnaires, attendu que depuis longtemps la Municipalité reçoit par le fleuve toute la bois sion, non-seulement la levée du canal Carondelet est endommagée, mais encore les rues et les banquettes de cette Municipalité, sans qu'elle en retire aucun avantage. En conséquence, il a paru que M. Marks avait voté dans la négative et que MM. Duplessis, Dufour, Hagan, Slingerland et Shields avaient voté dans l'affirmative—5; et que MM. Derbès, Fabre, Fauriés, Giquel, Latour et Marks, avaient voté dans l'affirmative—6. En conséquence, cette partie du message est rejetée à l'appel du Conseil.

Le quatrième est encore douteux. La délégation congressionnelle, suivant ce que fera ce district, sera de cinq whigs et trois locofocos, ou bien elle se partagera également. Même dans ce cas, il y aurait pour les whigs un avantage, puisque l'an dernier ils ne comptaient que trois membres du Congrès, tandis que leurs adversaires en avaient cinq.

BRAVO-SANTIAGO.—La goëlette Fidelia, capitaine Turner, arrivée ce matin de Bravo de Santiago, d'où elle était partie le 8, ne nous apporte point de nouvelles: Nous apprenons seulement d'un passager que l'on croit Canalès placé avec 600 Rancheros entre Monterey et le Rio-Grande.

LAVACA ET GALVESTON.—Le navire à vapeur des Etats-Unis Telegraph, capitaine Auld, est arrivé hier, venant de Lavaca, d'où il est parti le 9, et de Galveston qu'il a quitté le 13. Ce navire a eu de fort mauvais tems durant sa traversée. Il a ramené de Lavaca les capitaines Dickey & Dodge, les lieutenans Reed et Kellogg, officiers de la division Wool, et 45 volontaires malades ou licenciés. Le général Wool, à la tête de 2500 hommes, était parti le 29 septembre de San Antonio pour le Présidio. Son avant garde était parti le samedi précédent.

Chronique Locale.

PREMIERE COUR DE DISTRICT.—*Jeudi*—Dans l'affaire de Sheldham, accusé d'escroquerie, le jury n'a pu tomber d'accord sur la nature du verdict. Le prévenu a été conséquemment renvoyé en prison pour y attendre un second jugement.

—Charles Jackson et Mary Ann, mis en accusation pour vol, ont été trouvés coupables.

—James Green, jugé pour un semblable délit, a été acquitté.

L'avocat de district a enregistré des actes d'accusation contre John McMahon *dit* Owen McMahon, John Emby, et Paul Brown, inculpés de vol. Il a renvoyé de la plainte James Burns, Thomas Reynolds et Thomas Collins, accusés